

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 31/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LAVARHONE**

BP 666  
69200 Vénissieux

Références : UDR-SSDAS-23-46-EM  
Code AIOT : 0006103948

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement LAVARHONE implanté 3 avenue de l'INDUSTRIE BP 666 69960 Corbas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 14/03/2023 est réalisée dans le cadre de l'action régionale liée aux contrôles des produits chimiques. Cette action a pour objectif de contrôler les conditions de stockages et d'utilisation des produits chimiques sur les certaines ICPE.

Parallèlement, cette inspection du 14/03/2023 a également pour objectif de revenir sur l'incendie du 15/09/2022 survenu sur une citerne en traitement au sein de l'exploitation. L'objectif de l'inspection est de vérifier les adaptations et aménagements réalisées sur le site suite à cet incendie et de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure du 30/11/2022 liée à la réalisation d'un état des stocks.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAVARHONE
- 3 avenue de l'INDUSTRIE BP 666 69960 Corbas
- Code AIOT : 0006103948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LAVARHONE réalise une activité de lavage de citernes. Les camions citernes vides, après

déchargement de leurs liquides, viennent sur site afin de réaliser un lavage de leur citerne et se débarrasser des résidus. Un lavage et des procédures spécifiques sont appliqués pour chaque typologie de produits transportés. Ce lavage est réalisé par des opérateurs de LAVARHONE. Les résidus et les eaux de lavage sont évacués et traités par la station d'épuration du site. Après traitement, les eaux sont évacuées par le réseau public.

Un incendie d'une citerne contenant des résidus de dissulfure de carbone a eu lieu le 15/09/2022. Un arrêté de mise en demeure daté du 30/11/2022 a été pris à la suite de cet incident et demande la réalisation d'un état des stocks.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Stockage de produits liquides dangereux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
1	Contrôle produits chimiques - Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Contrôle produits chimiques - Fiche de Données de Sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article 6.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Contrôle produits chimiques - Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Aménagement s mises en place - PAC	Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle produits chimiques - rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet
4	Contrôle produits chimiques - Entretien des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et VI	/	Sans objet
5	Contrôle produits chimiques - Incompatibilité des produits	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22-II et III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Contrôle produits chimiques - Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
9	Classement sous la rubrique 2718	Décret du 06/06/2018, article N°2018-458	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a réalisé une inspection du site sur des thématiques liées à l'action régionale concernant le stockage et l'utilisation des produits chimiques. Cette dernière a permis de relever des améliorations à réaliser concernant l'actualisation des Fiches de Données de Sécurité, l'état des stocks et l'étiquetage des produits.

Des améliorations mineures (affichage, rétentions, entretien) ont également été demandées et réalisées rapidement par l'exploitant qui a transmis par mail les éléments démontrant de la réalisation de ces actions.

Concernant les aménagements réalisés sur site, notamment suite à l'incendie du 15/09/2022, un Porter à Connaissance présentant les modifications envisagées et les impacts potentiels (notamment concernant le rejet air) est demandé.

L'Inspection constate également que la demande formulée par l'arrêté de mise en demeure du 30/11/2022 est respectée. Elle propose donc de lever l'arrêté de mise en demeure du 30/11/2022.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Contrôle produits chimiques - Etiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Etiquetage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Etiquetage
<p><b>Constats :</b> L'Inspection constate la présence d'étiquettes sur les produits chimiques et les déchets emballés stockés au sein de l'installation. Ces étiquettes permettent d'identifier les pictogrammes de danger correspondant. Elles sont écrites en français.</p> <p>L'Inspection constate également que les citernes à laver pouvant contenir des résidus de produits chimiques sont également identifiées avec les différents pictogrammes de danger.</p> <p>L'Inspection constate également la présence d'IBS contenant des déchets dangereux, résidus des lavages réalisés par l'exploitant. Ces IBS sont identifiés par des étiquettes contenant des pictogrammes de danger.</p> <p>L'Inspection indique que les éléments contenant des matières dangereuses doivent être étiquetés et contenir les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ;</li><li>- la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ;</li><li>- les identificateurs de produit ;</li><li>- s'il y a lieu, les pictogrammes de danger ;</li><li>- s'il y a lieu, les mentions d'avertissement ;</li><li>- s'il y a lieu, les mentions de danger ;</li><li>- s'il y a lieu, les conseils de prudence ;</li><li>- s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires.</li></ul> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant de lui transmettre, sous 2 mois, les éléments démontrant que les produits dangereux stockés sur site respectent les règles d'étiquetage mentionnées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Contrôle produits chimiques - Fiche de Données de Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Fiche de Données de Sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Fiche de Données de Sécurité
<p><b>Constats :</b> L'exploitant montre à l'Inspection son logiciel permettant d'accéder à l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits susceptibles d'être accueillis sur son site. Il détaille la procédure d'accessibilité de ces dernières par les employés. A réception d'une citerne, le produit à traiter et la FDS associée sont transmis à l'opérateur sur son écran de contrôle et dans une version simplifiée. Cette version simplifiée retranscrit seulement les informations essentielles à l'opérateur (notion de danger, pictogramme, premiers secours, etc.).</p> <p>L'ensemble des FDS est également accessible par les employés par les écrans de contrôle. L'exploitant montre le détail de certaines FDS (acétone, xylène et disulfure de carbone) à l'Inspection. Les FDS comportent l'ensemble des rubriques demandées. Toutefois, l'Inspection constate que certaines de ces FDS sont antérieures à 2020 et que la dernière version disponible n'est pas toujours rédigée en français.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant, au fil de l'utilisation des FDS associées aux produits traités, d'actualiser sa base de données en obtenant et mettant à disposition les dernières mises à jour (postérieures à 2020 et en langue française).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 3 : Contrôle produits chimiques - rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - rétentions
<p><b>Constats :</b> L'Inspection constate que les produits chimiques liquides stockés sur site sont placés sur rétentions de taille adaptées.</p> <p>Toutefois, l'Inspection constate qu'une rétention située en extérieur à proximité du bâtiment sur la partie Nord-Ouest du site, est associée à plusieurs bidons, et dont la capacité semble inadaptée.</p> <p>L'exploitant indique que le nécessaire sera réalisée rapidement sur cette rétention et les bidons associés.</p> <p>L'Inspection suggère à l'exploitant de réaliser des affichages permettant d'identifier rapidement le volume maximal de liquides pouvant être associé à chaque rétention.</p> <p>Par mail du 22/03/2023, l'exploitant transmet une photographie de la rétention problématique, dont le volume de produits liquides associé est désormais conforme.</p> <p>Par mail du 22/03/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection des photographies des affichages réalisés permettant d'identifier rapidement le volume maximal de produits liquides pouvant être associé à chaque rétention. Ces affichages ont été affichés au dessus de chaque rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Contrôle produits chimiques - Entretien des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et VI
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Entretien des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Entretien des rétentions
<b>Constats :</b> L'Inspection constate que les rétentions utilisées pour le stockage des produits sont globalement correctement entretenues. Elle constate qu'une rétention comporte des déchets et divers saletés. L'Inspection demande à l'exploitant de nettoyer cette dernière. Par mail du 22/03/2023, l'exploitant transmet une photographie démontrant du nettoyage de la rétention problématique. L'exploitant indique qu'il ne dispose pas d'un programme de nettoyage spécifique de ses cuvettes de rétention. Les cuvettes sont nettoyées au cas par cas lorsqu'un nettoyage semble nécessaire. L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit s'assurer du nettoyage et de l'efficacité des rétentions de son site. Un nettoyage régulier de ces dernières est donc nécessaire. Le site est également entièrement placé sur rétention et relié à un bassin de traitement des eaux. Ce bassin de traitement est nettoyé a minima annuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Contrôle produits chimiques - Incompatibilité des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle produits chimiques - Incompatibilité des produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Incompatibilité des produits
<b>Constats :</b> L'Inspection constate qu'une fiche concernant l'incompatibilité des produits chimiques est affichée à proximité d'une des zones de stockage. L'Inspection fait remarquer à l'exploitant qu'il serait nécessaire d'afficher cette information sur les différentes zones de stockage. L'exploitant indique que généralement les produits liquides de même catégories sont stockés ensemble, cette organisation facilitant le stockage réalisé par les opérateurs. Par mail du 22/03/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection des photographies démontrant que l'affichage des consignes liées à l'incompatibilité des produits liquides a été réalisé au sein de plusieurs zones de stockage (piste 5, piste 3 et 4, zone de stockage arrière des produits d'entretiens, cabane laveurs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Contrôle produits chimiques - Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Etat des stocks
<p><b>Constats :</b> Par mail du 30/01/2023, l'exploitant avait transmis à l'Inspection l'état des stocks du 15/09/2022, jour de l'incendie.</p> <p>Suite à cet incendie du 15/09/2022, un arrêté de mise en demeure daté du 30/11/2022 a été pris à l'encontre de l'exploitant lui demandant de respecter l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Cet article impose la réalisation et tenue d'un état des stocks des matières stockées, y compris des matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Le 14/03/2023, jour de l'inspection, l'exploitant montre à l'Inspection son état des stocks du jour même. Ce dernier est divisé en deux parties. Une partie de l'état des stocks contient l'ensemble des produits de nettoyage et déchets d'IBC présents sur le site. L'état des stocks contient les informations suivantes : typologie du produit, code ONU, quantité (en kilogrammes). Un second état des stocks comprend l'ensemble des citernes présente sur site avec les informations suivantes : N° de conteneur, typologie de produit, code ONU, quantité résiduelle estimée.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant de rajouter les mentions de danger à son état des stocks. Ces mentions sont plus claires et plus facilement identifiables rapidement pour les services de secours.</p> <p>L'Inspection demande également à l'exploitant de réaliser, lui transmettre et disposer dans le panneau extérieur en verre mentionné, un plan des stockages des produits dangereux afin de faciliter l'intervention des services de secours.</p> <p>L'exploitant indique que, chaque soir, cet état des stocks est imprimé et affiché dans le panneau en verre situé à l'entrée du site et accessible par les pompiers. Ainsi, en cas d'intervention, ces derniers ont accès aux informations permettant d'identifier les produits présents sur site et les quantités associées (cf. point de contrôle n°8).</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de compléter l'état des stocks réalisé et affiché dans le panneau extérieur avec les mentions de danger ;</li> <li>- de réaliser, transmettre et disposer dans le panneau extérieur, un plan des stockages des produits dangereux.</li> </ul> <p>L'Inspection constate que la demande formulée par l'arrêté de mise en demeure du 30/11/2022 est respectée. Elle propose donc de lever l'arrêté de mise en demeure du 30/11/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 7 : Contrôle produits chimiques - Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Consignes de sécurité
<b>Constats :</b> L'Inspection constate la présence de consignes de sécurité affichées sur le site. Le process lié au nettoyage des citernes permet aux opérateurs d'obtenir les FDS des produits traités et les informations nécessaires permettant d'assurer la sécurité de l'opération. L'Inspection constate que les FDS des produits d'entretien et de maintenance sont affichées à proximité des stockages réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Aménagements mises en place - PAC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modifications du site - Porter à Connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Modifications du site - Porter à Connaissance
<p><b>Constats :</b> Par mail du 30/01/2023, l'exploitant avait transmis à l'Inspection des éléments liés à certaines modifications de l'exploitation du site, notamment suite à l'incendie du 15/09/2022. Ces éléments ont été explicités et détaillés lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique être en cours de réalisation des aménagements suivants :            Un hall de réception et de traitement sera équipé d'une colonne d'aspiration COV. Cette colonne d'aspiration s'insère directement dans la citerne à laver. Les résidus gazeux seront aspirés puis traités par un filtre à charbon actif. Ils seront ensuite rejetés à l'air après ce traitement. Cet équipement permettrait donc de traiter plus efficacement les citernes contenant des résidus gazeux.            Cet équipement nécessite également l'aménagement d'un hall spécifique (portes à adapter, ligne de vie, traitement de l'air, colonne d'aspiration, etc.). Ces éléments sont à détailler dans le Porter à Connaissance demandé.            L'Inspection indique également que cet aménagement entraîne la création d'un rejet air canalisé supplémentaire sur le site. Ce rejet serait donc à caractériser plus en détail (paramètres rejetés, volume, type de traitement, respect des Valeurs Limites d'Emissions à définir, contrôle à réaliser, etc.).            Ces éléments sont à détailler dans le Porter à Connaissance demandé.</p> <p>De plus, l'exploitant détaille des modifications liées à la procédure d'acceptation de certaines citernes et à la gestion des risques associés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modification du bon de commande administratif : une colonne "résidus" à été ajoutée. Il est demandé aux conducteurs d'indiquer la quantité de résidus estimée des citernes apportées. L'exploitant indique que cette demande a pour effet que les citernes traitées ne comportent plus de résidus important de produits. LAVARHONE facture en supplément les opérations de lavage et de traitement sur des citernes comportant des résidus de produits. Ainsi, les conducteurs s'assurent désormais de l'absence de résidus de produits dans les citernes avant lavage. Dans tous, les cas, il est indiqué une quantité de 20 kilos minimum de résidus de produits.</li> <li>- Modification de la procédure de réception des citerne boulonnées : cette typologie de citerne (à l'origine de l'incendie du 15/09/2022) est désormais automatiquement pesée afin d'évaluer le résidus de produits. La quantité de résidus est alors reportée dans le bon de commande administratif de la citerne correspondante.</li> <li>- Pose du peson grue portuaire pour estimation des quantités restantes conteneurs (cf. point précédent).</li> <li>- Pose d'une vitrine à l'entrée permettant de stocker des documents nécessaires à l'intervention des pompiers (état des stocks), (cf. point de contrôle n°6).</li> <li>- Installation d'une seconde vanne de disconnexion des eaux.</li> </ul> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant de lui transmettre, sous 3 mois, un Porter à Connaissance présentant l'ensemble des modifications envisagées et réalisées.            Ces modifications seront alors encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Classement sous la rubrique 2718**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/06/2018, article N°2018-458
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement sous la rubrique 2718
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement sous la rubrique 2718
<p><b>Constats :</b> L'Inspection constate, par la transmission de l'état des stocks réalisé par l'exploitant que ce dernier stocke sur site des déchets dangereux issus des résidus d'égouttage et des déchets de PCB. Ces déchets sont stockés au sein de différents IBC. Ces déchets sont des regroupements de résidus liés aux lavage des citernes. Ils sont stockés sur site avant évacuation par TREDI par camion, un camion contenant 24 IBC. L'exploitant indique que les évacuations sont réalisées toutes les 2-3 semaines en fonction de l'activité du site.</p> <p>Ainsi, au 14/03/2023, l'état des stocks présenté indique que 12 IBC de déchets PCB et 35 IBC de déchets de résidus d'égouttage sont présents sur site. La quantité de déchets stockée sur site est donc supérieure au seuil de 1 tonne liée à la rubrique 2718-1 et réglementant les sites classés à Autorisation. L'Inspection se questionne donc sur la nécessité d'un classement ICPE de cette activité sous la rubrique 2718-1.</p> <p>La Note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets datée du 27/04/2022 indique ceci :</p> <p>Les zones d'entreposage, de tri ou de regroupement de déchets sur le site d'une installation classée pour le traitement de déchets (nécessaires au fonctionnement de l'installation de traitement et dont la quantité ou le volume est en lien avec la capacité de traitement de l'installation), que ce soit avant traitement ou après traitement, ne doivent pas être classées dans les rubriques Tri, Transit, Regroupement de déchets (2516/2517, 271X, 2792 ou 2793). Pour l'application de cette disposition, les établissements utilisant des déchets comme matières premières visés au paragraphe 5 ne sont pas considérés comme installation de traitement de déchets.</p> <p>Les déchets dangereux décrits entrent dans la catégorie visée par la note d'explication à savoir, nécessaires au fonctionnement de l'installation de traitement et dont la quantité ou le volume est en lien avec la capacité de traitement de l'installation. Ces déchets ne sont donc pas classables sous la rubrique 2718-1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet